



Réception au contrôle de légalité le 28/03/2024
Référence de l'AR : 054-22540001900785-20240327-27901-DE-1-1
Publié le 28/03/24 - Certifié exécutoire le 28/03/24

## DELIBERATION N° 2024-161

### SESSION DU 25 MARS 2024

---

#### Avis du Département sur le SCoT Sud 54 révisé

---

Séance du :	27 mars 2024 à 09h40
Étaient présents :	<p>Mme Chaynesse KHIROUNI, Présidente</p> <p>Mme Catherine BOURSIER, Mme Marie-José AMAH, M. Antony CAPS, Mme Rosemary LUPO, M. Jacky ZANARDO, Mme Audrey BARDOT, M. Pascal SCHNEIDER, Mme Annie SILVESTRI, M. Sylvain MARIETTE, Mme Michèle PILOT, Mme Sylvie DUVAL, Vice-présidents</p> <p>M. Lionel ADAM, Mme Jennifer BOHRER-BARREAU, M. Bernard BERTELLE, M. Luc BINSINGER, M. Serge DE CARLI, M. Jean-Pierre DESSEIN, Mme Nathalie ENGEL, Mme Caroline FIAT, M. Laurent GARCIA, Mme Alexandra HUGO, M. Denis KIEFFER, Mme Catherine KRIER, Mme Corinne LALANCE, M. Séverin LAMOTTE, Mme Anne LASSUS, Mme Sabine LEMAIRE-ASSFELD, M. Jean LOCTIN, M. Michel MARCHAL, M. Emilien MARTIN-TRIFFANDIER, Mme Valérie PAYEUR, M. Eric PENSALFINI, M. Anthony PERRIN, Mme Monique POPLINEAU, Mme Sylvaine SCAGLIA, Mme Barbara THIRION, M. Bruno TROMBINI, M. Christopher VARIN, Conseillers</p>
Délégations de vote :	<p>M. André CORZANI à Mme Rosemary LUPO, M. Stéphane HABLOT à Mme Sylvie DUVAL, Mme Sylvie BALON à Mme Barbara THIRION, Mme Silvana SILVANI à M. Bernard BERTELLE, Mme Marie AL KATTANI à M. Sylvain MARIETTE, M. Vincent HAMEN à M. Anthony PERRIN, M. Thibault BAZIN à Mme Anne LASSUS</p>
Rapporteur :	M. Bruno TROMBINI

**DELIBERATION N° 2024-161**

Rapporteur : M. Bruno TROMBINI

Commission Territoires et Citoyens

- Direction Générale Adjointe Territoires
- Mission contractualisation

---

**Avis du Département sur le SCoT Sud 54 révisé**

---

Le **SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale)**, créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains de décembre 2000, est un document d'aménagement et d'urbanisme destiné à planifier l'évolution d'un territoire intercommunal (une aire urbaine, un bassin de vie, et/ou un bassin d'emploi). Il s'impose, dans un rapport de compatibilité aux documents d'urbanisme et de planification (PLU, PLUi, PLH), ainsi que directement à certaines opérations d'aménagement.

S'imposant en particulier aux documents d'urbanisme locaux, le SCoT **définit les objectifs des diverses politiques** en matière d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial, d'environnement, ...

Il permet notamment d'établir un projet de territoire qui anticipe les conséquences du dérèglement climatique, et les transitions écologique, énergétique, démographique, numérique, ...

La Meurthe-et-Moselle est couverte par **quatre SCoT** :

- SCoT du Nord Meurthe-et-Mosellan (4 EPCI des territoires de Longwy et Briey),
- SCoT de l'agglomération thionilloise (pour les communes de Thil et Villerupt – CC du Pays Haut Val d'Alzette),
- SCoT de l'agglomération messine (pour la CC Mad et Moselle),
- SCoT Sud 54 (sud du département à l'exception des 3 communes de la CA de Saint-Dié-des-Vosges).

***Voir la carte des SCoT en Meurthe et Moselle en annexe 1***

Véritable guide pour la planification de l'aménagement des territoires meurthe-et-mosellans, **les SCoT impactent l'ensemble des politiques publiques départementales.**

**Présentation du SCOT Sud 54**

Le périmètre du SCOT Sud54 couvre 13 intercommunalités rassemblant 560 000 habitants, soit près des trois-quart de la population de Meurthe-et-Moselle.

A noter que lors des travaux de préfiguration du SCOT Sud54, le Département avait promu l'idée d'un **large périmètre** considérant que la cohérence territoriale ne pouvait s'imaginer qu'à l'aune d'un grand bassin de vie, et qu'elle devait s'appuyer sur **les complémentarités et les solidarités infra-territoriales**.

Les travaux du SCOT Sud 54 sont conduits par **le Syndicat Mixte de la Multipole Nancy Sud Lorraine**, qui regroupe les 13 intercommunalités du territoire qui coopèrent afin de conduire des actions communes en matière d'aménagement et d'urbanisme, de mobilités, d'économie, d'énergies et d'alimentation.

Le Syndicat Mixte est présidé, depuis janvier 2024, par Pierre BOILEAU, Vice-président de la Métropole du Grand Nancy.

**Approuvé à l'unanimité le 14 décembre 2013**, le SCoT Sud54 en vigueur a permis de définir un projet politique qui cherche à tirer parti des complémentarités territoriales et des nouvelles solidarités avec :

- Une ambition de développement économique rendue possible grâce au potentiel d'innovation, de culture, d'enseignement et de recherche du territoire,
- Une ambition de développement social avec une valorisation des atouts urbains, périurbains et ruraux, et un renforcement de l'accès aux services en tout point du territoire,
- Une ambition environnementale pour les générations futures en organisant la réduction de la consommation du foncier (réduction du rythme de consommation des terres agricoles de moitié à horizon 2038), en préservant la trame verte et bleue, et en mettant en valeur le potentiel agricole, sylvicole et naturel du territoire.

Le syndicat mixte de la Multipole Nancy Sud Lorraine a engagé la **révision du Schéma de cohérence territoriale fin 2019**. Cette révision était devenue nécessaire. En effet, avec la modification du contexte institutionnel (fusion des régions, des EPCI), les stratégies locales et les modes de coopérations ont évolué et se matérialisent dans de nouveaux documents : SRADDET, PLUi, PLH...dont le SCoT doit tenir compte.

Par ailleurs, d'importantes évolutions législatives sont à prendre en compte avec les lois ALUR, ELAN, Climat & Résilience qui ont fixé de nouveaux attendus vis-à-vis des SCoT et renforcé les objectifs nationaux de lutte contre l'artificialisation des sols. Il s'agit aujourd'hui d'organiser la trajectoire vers l'objectif « Zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050.

De ce fait, le projet d'aménagement du SCoT doit désormais mieux intégrer les grands défis que sont le changement climatique, la préservation des ressources, l'évolution des modes de vie, la modernisation des infrastructures, la transition énergétique.

Ainsi, les objectifs de révision du SCoT Sud 54 ont-ils été posés de la manière suivante :

- Réévaluer l'ambition démographique dans un contexte de stabilité ;
- Consolider notre armature territoriale et les fonctions des polarités ;
- Faciliter les mobilités sur l'ensemble du territoire ;
- Poursuivre la préservation du foncier avec une approche plus qualitative que quantitative ;
- Réévaluer la stratégie foncière pour le développement économique ;

- Renforcer le volet d'adaptation du territoire au changement climatique : gestion économe du foncier, préservation de la biodiversité, sobriété énergétique et production d'EnR ;
- Développer une approche qualitative de l'aménagement de l'espace ;
- Rendre l'application du SCoT pratique.

Ce processus de révision, après de nombreuses réunions de concertation/consultation, y compris auprès de la population, arrive à son terme.

Les grandes orientations du projet de SCoT révisé ont été présentées aux élus départementaux dans le cadre d'une Commission élargie « Territoires et Citoyens », le 27 février 2023. Tenant compte des échanges intervenus, la Présidente du Département a fait part en juin 2023 d'un certain nombre de remarques et propositions de modifications, qui ont très majoritairement été prises en compte dans la version finale du document.

Le SCOT Sud 54 a été arrêté par délibération du Comité Syndical de la Multipole Nancy Sud Lorraine le 16 décembre 2023. Suite à la consultation des Personnes Publiques Associées, dont le Département fait partie, s'ensuivra une phase d'enquête publique et d'adaptation du dossier avant approbation du SCoT révisé, et son entrée en vigueur envisagée à horizon fin 2024.

Conformément à l'article L.143-20 du code de l'urbanisme, **le Département est amené à se prononcer sur le SCOT arrêté**, dans un délai de 3 mois après la transmission du document.

Les **avis de l'assemblée départementale** sont entendus comme :

- **une contribution au développement équilibré, solidaire et durable de l'ensemble des territoires** de Meurthe-et-Moselle et du bien vivre de leurs habitants, actuels ou futurs,
- la recherche de la garantie de **la prise en compte des politiques publiques que le Département met en œuvre** et qui participent ainsi au développement des territoires,
- en particulier, l'adéquation avec le Projet départemental 2022-2028 « pour une Meurthe-et-Moselle audacieuse, solidaire et citoyenne ».

C'est l'objet du présent rapport qui comprend une présentation synthétique du contenu du SCoT révisé et l'avis du Département.

## **I. La structure du SCoT sud 54 révisé**

### **• Le PAS : Projet d'Aménagement Stratégique**

Le PAS, nouvelle dénomination du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) formule le projet de territoire et les orientations stratégiques. Il définit l'organisation générale et les grands équilibres souhaités pour le territoire ainsi que la mise en valeur de chacun des territoires du Sud Meurthe-et-Moselle. Il s'inscrit dans un horizon temporel à 20 ans. Le PAS fixe par tranche de dix années, un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation des sols.

Le PAS intègre des orientations « supra » : loi Climat et Résilience, SRADDET, charte du Parc naturel régional de Lorraine (PNRL)..., des acquis du SCoT de 2013 et des enjeux issus du diagnostic territorial.

Le PAS du SCoT Sud 54 présente trois orientations, autour de trois défis à relever :

- Transitions : une multipole plus sobre et résiliente,
- Equilibres et complémentarités : une multipole coopérative et attractive,
- Qualité de vie : une multipole au service de la santé et du bien-être de ses habitants.

• **Le DOO : Document d'Orientations et d'Objectifs et le DAACL : Document d'aménagement artisanal, commercial et logistique.**

Le DOO détermine les conditions d'application du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) faisant l'interface entre le projet de territoire et l'action des acteurs territoriaux (notamment de l'urbanisme) qui mettront en œuvre ce projet. Il en précise et territorialise les orientations. Il constitue un cadre réglementaire de référence et s'impose dans un rapport de compatibilité aux documents d'urbanisme et de planification (PLU, PLUi, PLH), ainsi que directement à certaines opérations d'aménagement.

**Les thématiques abordées dans le DOO :**

➔ **Une armature territoriale facteur de cohésion et d'attractivité**

Armature territoriale

Objectifs de sobriété foncière

Politique d'habitat et conditions de la qualité et de la maîtrise du développement résidentiel

Organisation et accueil des activités économiques

Localisation et conditions d'implantations du développement commercial + DAACL

Politique de mobilité

➔ **Une armature verte, levier de qualité de vie et de résilience**

Transition énergétique et alimentaire

Protection de la biodiversité

Transition climatique

Qualité urbaine, protection et valorisation des paysages

Prévention des risques et nuisances pour la santé humaine

Préservation des ressources naturelles

• **Les annexes**

- Diagnostic stratégique territorialJustification des choix
- Analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers
- Etat initial de l'environnement
- Evaluation environnementale
- Programme d'actions (actions de coopérations stratégiques et actions d'accompagnement de la mise en œuvre du DOO)

Les documents sont consultables dans leur intégralité sur le site internet de la Multipole à partir du lien suivant : <https://www.nancysudlorraine.fr/fr/arret-du-scot.html>

Les principaux éléments du SCoT Sud 54 révisé sont présentés en *Annexe 2*.

## **II. L'avis du Département : la convergence avec le Projet départemental et les points de vigilance**

En tant que garant des solidarités humaines et territoriales, le Département rejoint les grands objectifs du SCoT révisé visant à développer une approche plus qualitative de l'aménagement de l'espace, à garantir une qualité de vie et une attractivité au Sud 54, à préserver le foncier, à renforcer l'adaptation du territoire au changement climatique (préservation de la biodiversité, sobriété énergétique, production d'énergies renouvelables) et à faciliter les mobilités.

Les thématiques abordées dans le PAS et déclinées dans le DOO convergent avec plusieurs politiques publiques ou démarches du Département : habitat, tourisme/attractivité, transition écologique, mobilités, solidarité territoriale, santé, avec une attention particulière aux publics fragiles.

### **Développement équilibré, solidaire et durable des territoires**

L'armature territoriale du SCoTSud54, décrite dans le DOO, permet de garantir les équilibres et la solidarité entre territoires, de conforter et de rendre accessible une offre de logements, de services et d'équipements adaptés à chaque échelon : pôles de proximité, bourgs centres, agglomérations relais, pôles urbains d'équilibre et pôle urbain métropolitain.

Le Département accorde une importance au développement équilibré des territoires et notamment au confortement des centralités urbaines et rurales. Le dispositif Appui aux territoires 54 oriente une partie des fonds d'investissement en ce sens.

L'enjeu de la requalification urbaine en centre bourg représente un vrai défi pour les communes, notamment les communes rurales, qu'il convient d'accompagner en lien avec les EPCI. En effet, le marché (aménageurs, bailleurs, privés) prend peu en charge les opérations de reconquête du bâti dégradé ou de mobilisation du foncier en secteur peu dense. Le Département participe à la cellule sur la reconquête du bâti dégradé en milieu rural engagée par le Multipole et la Préfecture. La question de la constitution d'un outil commun de portage d'opérations immobilières visant la reconquête des bourgs centre est notamment posée, et apparaît particulièrement pertinente.

Le diagnostic du SCoTSud54 montre que, sur le Sud meurthe-et-mosellan, la croissance des espaces urbanisés a été dé-corrélée de la dynamique économique et démographique puisqu'entre 2010 et 2020, il y a eu +190 ha de consommés par les activités économiques et +420 ha liés à l'habitat alors que le nombre d'habitants et d'emplois baissait. En tout, ce sont 1 217 ha qui ont été consommés, pris sur les forêts, sur les espaces naturels et sur les espaces agricoles. La sobriété foncière est donc de mise pour les années à venir.

Dans ce contexte démographique atone, le Syndicat Mixte de la Multipole Nancy Sud Lorraine souhaite de garantir un équilibre entre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) et une certaine souplesse accordée en fonction des spécificités territoriales.

Dans ce cadre, le Département prend acte du passage de 610 (soit la moitié du nombre d'hectares consommés sur la période 2010-2020) à 670 hectares de l'enveloppe globale de consommation du foncier à l'échelle du SCoT. En lien, notamment, avec les enjeux de transition écologique rappelés dans le Projet départemental 2022-2028, le Département sera particulièrement attentif à ce sujet et invite à ne pas tendre vers l'utilisation maximale de cette enveloppe.

Le Département approuve notamment l'idée d'une enveloppe foncière mutualisée pour les projets présentant un intérêt à l'échelle du SCoT (*voir Annexe 2*), et souhaitera être associé aux décisions relatives à ces projets.

Par ailleurs, le document du SCoT arrêté a pris en compte la demande du Département de minorer la consommation foncière de la dernière décennie dans le calcul des « droits à s'étendre ».

En effet, s'il paraît nécessaire de prendre en compte les dynamiques démographiques et les réalités locales de pression foncière de certains secteurs, il convient également de ne pas défavoriser les territoires qui auraient anticipé des bonnes pratiques de limitation de l'utilisation du foncier.

## **Habitat**

Les orientations globales du DOO sont cohérentes avec celles du Schéma départemental de l'habitat adopté en juin 2022, notamment sur les principaux enjeux liés au vieillissement de la population (avec développement de petites typologies et d'habitat spécifique seniors), sur la rénovation énergétique des logements existants, et surtout sur la reconquête des enveloppes urbaines.

En lien avec une croissance de population estimée à + 8 750 habitants, le SCOT révisé prévoit la production de 40 000 logements, ce qui paraît quelque peu surévalué. Toujours dans une logique de sobriété, l'effort devra principalement porter sur la remise en état des logements vacants, en renouvellement des espaces urbains ou en densification, et pas sur de la production brute de logements neufs.

La répartition territoriale par EPCI semble correcte, avec une priorisation de l'offre locative dans les bourgs centres et les pôles de proximité, ce qui est conforme aux Opérations de Revitalisation des Territoires existantes.

L'offre de logements aidés est privilégiée dans les polarités qui proposent des services et emplois : c'est un point d'attention majeur, souligné par les services sociaux du Département. En effet, cette proximité des services est impérative quand 6 ménages sur 10 faisant la demande d'un logement social vivent sous le seuil de pauvreté (1 102 €/mois).

Cette attention à l'accessibilité aux services est également à prendre en compte pour les logements destinés aux seniors, alors que l'attente sociétale se porte sur le maintien dans l'environnement initial.

Il serait pertinent de réserver une part de la production de logements à des logements adaptés aux personnes âgées et personnes handicapées.

Il convient de renforcer l'accompagnement des communes sur le sujet, en lien avec les besoins réels sur les territoires : caractériser ces besoins, les conditions d'accès aux services, les freins et leviers pour la production de logements, notamment en requalification urbaine. Les services du Département mais aussi MMD54 et le CAUE s'y emploient. Le Département participe également à la recherche-action engagée par la Multipole et la Préfecture sur l'habitat et la sobriété foncière.

A l'occasion de la rencontre annuelle des maires et présidents d'intercommunalités, le Département organise le 2 avril 2024 un colloque « Habiter et vieillir en rural ».

## **Mobilité**

Les orientations du PAS sont en phase avec les objectifs des politiques publiques portées par le Département concernant notamment la réduction de l'usage individuel de l'automobile et le développement des modes actifs et décarbonés.

Sur les questions d'accessibilité et de positionnement à l'échelle régionale et nationale du territoire, les projets cités correspondent aux priorités départementales identifiés avec les partenaires :

- La lutte contre la saturation routière aux entrées de la Métropole,
- L'aménagement de l'A31 et de l'A33/A330,
- La finalisation des travaux de mise à 2 x 2 voies de la RN4,
- Le projet de Service Express Régional Métropolitain du sillon Lorrain. Le Département investit les relations transfrontalières, en particulier vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.
- Les questions d'accessibilité « supra » de la Multipole sud lorraine, en particulier via le réseau ferré Sud Lorraine,
- La recherche de solutions alternatives pour le report du fret routier sur le fluvial et le ferré,
- La volonté d'aménager une gare d'interconnexion TGV/TER dans le Sillon lorrain (Vandières), projet que le Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle a toujours soutenu.

Ces sujets doivent faire l'objet d'une attention particulière de l'ensemble des collectivités dans le cadre :

- du volet « mobilités » du Contrat de Plan Etat-Région. Une attribution de l'Etat et de la Région de 1,4 Mds d'euros a été validé en décembre 2023. Le contenu de ce volet mobilités doit être finalisé pour la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2024.
- du GIP « Grand Nancy Sud 54 mobilité » dont le Département est membre constitutif.

Les orientations du DOO concernant le développement des modes actifs au quotidien sont également partagées par le Département, tant sur l'objectif de l'augmentation de la part modale à l'horizon 2030, que sur le développement des infrastructures cyclables en connexion avec les grands itinéraires structurants que sont la V50 et la V52. Les projets portés par les intercommunalités ou les communes pourront être travaillés en concertation avec les services du Département dans le cadre du déploiement de son « plan vélo 54 », avec un soutien financier via le dispositif « Appui aux territoires 54 ».



## **Développement et attractivité**

Dans un contexte démographique et économique relativement atones, il convient de renforcer l'attractivité des territoires pour éviter leur déprise. Cela nécessite le développement des services, des emplois, de l'habitat et d'un cadre de vie de qualité et également la valorisation des espaces naturels et paysagers, du patrimoine et le développement d'activités non délocalisables.

Le potentiel d'attractivité touristique du territoire est réel et doit être conforté. Le Comité Départemental du Tourisme de Meurthe-et-Moselle refond actuellement sa stratégie de communication (globale et sur les territoires) et s'engage, en 2024, dans le développement de coopérations renforcées avec les EPCI afin non seulement de porter un discours commun sur les atouts du département, mais aussi de porter des actions conjointes permettant de renforcer leur efficacité.

Il accompagne également les investissements liés à l'attractivité des territoires comme par exemple le canal des Vosges pour lequel il est engagé, pour 10 ans, dans les travaux de remise à niveau.

Le projet de SCoT révisé indique par ailleurs la nécessité de renforcer l'Economie Sociale et Solidaire. Le Département est un acteur incontournable en la matière et s'emploie à développer des initiatives en ce sens, qui contribuent également à l'attractivité de nos territoires.

On pourra citer par exemple :

- Une animation et une ingénierie au plus près des territoires (ex : réunions PHARE – Présentation Harmonisée de l'Accompagnement et du Réseautage de l'ESS),
- La participation à titre expérimental à la plateforme de financement participatif OKOTE portée par France Active Lorraine,
- La proposition de participer au capital de certaines SCIC en lien avec les orientations et les compétences départementales,
- L'organisation annuelle d'un Village des Solutions de Demain à l'Hôtel du Département, dont la première édition a eu lieu en novembre 2022.

## **Transition énergétique**

Le Département partage le double objectif :

- d'au moins 50% des consommations couvertes par la productions d'énergies renouvelables - EnR - en 2050 et la prise en compte de différents potentiels de mobilisation de ces énergies (solaire, photovoltaïque et thermique, éolien, géothermie, hydraulique, biomasse, biogaz, chaleur fatale),
- d'au moins 29 % pour 2030 et 55% en 2050 la réduction de consommation énergétique globale.

Il souhaite une meilleure implication des citoyens sur le déploiement de ces énergies, aspect peu évoqué dans le document de SCoT révisé qui se limite à une simple information vers les citoyens. A ce sujet, le Département apporte depuis 2021 de l'ingénierie et un soutien financier ou une prise de participation temporaire dans les sociétés qui portent des projets citoyens d'énergie renouvelable.

Il déploie également des actions de sensibilisation et d'accompagnement, comme l'expérimentation « Paysages énergétiques » en partenariat avec Lorraine Energies Renouvelables et le CAUE.

Comme mentionné dans son avis de juin 2023, le Département sera attentif à l'encadrement du développement de la méthanisation afin que les projets ne conduisent pas à dédier des cultures au fonctionnement des méthaniseurs et au labourage de prairies.

Le déploiement des EnR nécessite la réalisation d'un schéma directeur, prévu par le SCoT Sud54, le confortement d'une ingénierie dédiée (déployée par plusieurs partenaires) et d'un outil de coopération pour l'investissement et le soutien aux projets. Dans ce cadre, le Département a choisi de prendre part au capital social de la SEM Nancy sud lorraine dédiée aux énergies renouvelables, initiée par la Multipole, à hauteur de 120 000 €.

### **Agriculture et forêt**

Le projet de SCoT révisé affiche sa volonté d'accompagner le développement de circuit court, intègre en particulier les objectifs stratégiques du Projet Alimentaire Territorial Sud54, démarche multi-partenariale animée par le Département. Il compte faciliter les projets d'équipements, notamment le marché d'intérêt local, ce qui est en effet un enjeu fort pour la structuration des filières agricoles.

L'indispensable préservation du foncier agricole est également bien présente dans les documents (en lien avec les objectifs de sobriété foncière), ainsi que la recherche de foncier public pour aider à l'installation de maraîchers.

Le Département rejoint les intentions du SCoT quant à la protection des espaces agricoles et forestiers et de préservation des trames vertes et bleues. L'objectif de préservation des espaces agricoles participant au maintien de la biodiversité, au stockage du carbone et à la gestion des risques d'inondation fait écho aux politiques départementales de restauration et protection des infrastructures agroécologiques (haie, bosquets..). De plus, il a pour perspective l'élaboration en 2024 d'une stratégie forestière départementale visant à protéger les milieux et la ressource forestière et favoriser le dialogue entre les différents acteurs de la forêt.

### **Biodiversité**

S'agissant de la biodiversité remarquable, les documents identifient bien les Espaces Naturels Sensibles (ENS) comme réservoirs de biodiversité institutionnels à préserver qui devront être identifiés dans les documents d'urbanisme, excluant toute construction ou d'implantation d'EnR. Pour autant, et comme évoqué dans l'avis de la collectivité de juin 2023, l'effondrement constaté de la biodiversité, vecteur de résilience face au changement climatique, nous oblige à suivre une trajectoire visant à augmenter la préservation des espaces naturels sur notre territoire. Celle-ci devrait pouvoir se décliner à l'échelle du SCoT avec une ambition chiffrée.

La rédaction concernant l'implantation de carrières est moins contraignante sur les espaces à forte valeur environnementale que la version précédente du DOO qui mentionnait une interdiction d'ouverture et d'extension en réservoirs de biodiversité (devenu projets autorisés sous conditions peu contraignantes).

Par conséquent, il conviendrait de revenir à la rédaction précédente plus en adéquation avec les enjeux de préservation de la biodiversité qui s'impose à nous. Aussi il est proposé lors de la phase d'adaptions du dossier prévue avant approbation finale de maintenir la rédaction suivante :

*« Pour protéger les espaces en raison de leur qualité environnementale, géomorphologique et de valeur agronomique, les documents d'urbanisme interdisent l'ouverture ou l'extension des zones d'extraction sur :*

- Les réservoirs de biodiversité protégés à l'exploitation du sous-sol cartographiés... » en supprimant « sous réserve de ne pas porter atteinte aux objectifs du schéma régional des carrières ».*

Pour répondre aux enjeux de préservation des espaces et des espèces, une prospection a été engagée par les services de l'Etat afin d'identifier les espaces à forte valeurs écologiques à protéger. Par conséquent les cartes référencées sur ce sujet sont susceptibles d'évoluer, ce point mériterait d'être précisé.

De façon générale, avant tout projet d'aménagement ou d'urbanisation, il est fondamental de se questionner sur les capacités en ressources nécessaires du territoire (eau, matériaux, ...).

### **Qualité urbaine, paysages**

Le Département salue la prise en compte dans le SCoT révisé de la réflexion sur la qualité urbaine, avec notamment la place de la nature en ville, la préservation des paysages, la qualité architecturale. C'est un élément important d'attractivité du territoire et de préservation du cadre de vie des habitants.

Dans l'octroi de financements via le Fonds « bourgs centre » du dispositif Appui aux territoires 54, le Département, en collaboration avec MMD54 et le CAUE, accorde une attention particulière à la qualité architecturale et environnementale des projets.

Favoriser la conception de projets d'aménagements adaptés aux changements climatiques et énergétiquement performants n'est pas forcément aisé. Par exemple, lorsque les principes d'une architecture bioclimatique vont à l'encontre des formes urbaines déjà présentes et répondant plus à une logique fonctionnelle de déplacement ou à la topographie des lieux. Ou lorsque qu'une isolation extérieure se confronte à des éléments architecturaux remarquables.

Cela demande le recours à une ingénierie pointue pour la meilleure adaptation possible aux contextes locaux, particulièrement dans la réhabilitation du bâti ancien.

La préservation de nos paysages emblématiques fait l'objet d'un point d'attention dans le SCoT. Néanmoins, dans le document révisé, nous n'avons pas retrouvé dans la déclinaison des documents d'urbanisme cette préservation des sites et paysages remarquables lors du déploiement des installations de production d'EnR.

### **Préservation de la ressource en eau**

La question de l'approvisionnement et de la préservation de la ressource en eau (y compris les logiques de récupération, assainissement, réemploi) est présente dans les documents du SCoT révisé.

Il convient de saluer le lien entre ressources en eau et capacité de développement des territoires/ consommation foncière.

Le Département s'est engagé dans un dispositif partenarial d'animation territoriale pour diminuer les pollutions présentes sur des aires de captage en eau potable, dont la mise en œuvre est confiée à MMD54.

## DELIBERATION

Le conseil départemental,  
Vu l'avis de la commission Territoires et Citoyens,  
Vu le rapport soumis à son examen,

Après en avoir délibéré,  
le conseil départemental : **A l'unanimité,**

- donne un avis favorable sur le SCoT Sud 54 révisé,
- demande au Syndicat Mixte de la Multipole Nancy Sud Lorraine de prendre en compte les remarques, sollicitations et propositions spécifiques du Département,
- indique que le Département prendra toute sa part à la mise en œuvre du SCoT révisé.

### **Résultat du vote**

Nombre « Pour » : 46

Nombre « Contre » : 0

Nombre « Abstention » : 0

Nombre « Ne prend pas part au vote » : 0

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – CO n°20038 – 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Nancy,  
Pour la présidente et par délégation  
La Directrice générale des services

Délibération transmise en Préfecture,  
Publiée et certifiée exécutoire  
Pour la présidente et par délégation  
La Directrice générale des services  
Claudine SAVEAN

